



---

J'étais un peu surpris au début de voir la manière dont les choses étaient préparées parce que moi, j'aime mieux mieux les choses plus intimes.

Qui êtes-vous, hein? Là-bas, au bout.

Mais on va quand même essayer d'utiliser cette configuration. Je ne sais pas si c'est une très bonne idée, cette configuration, mais on va essayer de travailler comme ça.

Alors, ceci étant, du côté du Conseil d'administration, nous avons Rinalia, Ray, Chris, Wolfgang, George et Cherine qui se sont portés volontaires. Et Markus, Asha et Suzanne se sont également portés volontaires. Alors, ce qui est encore plus important – et je vous passer le micro, Alan, dans un instant –, nous avons un ensemble de sujets.

Est-ce qu'on pourrait faire apparaître ces sujets à l'écran, s'il vous plaît? Non, ça, c'est l'ordre du jour. Ah, les voilà. Très bien.

Donc, cela permet de commencer. Alors, Alan, je vais vous passer le micro pour démarrer notre discussion.

ALAN GREENBERG:

Merci beaucoup, Steve.

En ce qui concerne l'ALAC, nous avons l'équipe de leadership de l'ALAC, c'est-à-dire une personne par région. Nous avons Tijani, Holly, moi, León et ensuite, le siège vide, c'est Olivier et Cheryl également, en

---

tant qu'ancien président – ancienne présidente, pardon, et personne qui connaît bien toutes ces questions.

Olivier est maintenant arrivé. Allez là-bas, Olivier, s'il vous plaît... allez où vous voulez, en fait!

Donc, la réunion a été difficile à organiser et la RALO européenne s'est retrouvé juste avant, a eu sa réunion juste avant. Donc, de toute évidence, la réunion a duré longtemps. Les sujets pourraient sembler non liés et, en fait, il y a deux thèmes communs. Déjà, le financement, l'argent et la communication. Donc, je vais rapidement les passer en revue et ensuite, nous entrerons dans les détails de la discussion.

Donc, premièrement, accès équitable pour toutes les parties prenantes. Donc, il y a eu une recommandation ATRT 2 qui disait que les parties prenantes n'étaient pas financées par l'industrie ou par d'autres sources similaires; ne devaient pas être désavantagés par rapport aux autres. Donc, le Conseil d'administration a accepté cette recommandation. Nous n'avons pas encore vu de plan de mise en application. Et ce n'est pas nécessairement facile à mettre en application, mais nous souhaitons quand même soulever cette question.

Deuxièmement – et il y a des implications dans ce point également. Donc, deuxièmement, c'est un petit une épiphanie que j'ai eue lors d'une téléconférence il y a quelques semaines, comme quoi nous avons eu une réunion avec un groupe de révision de l'ICANN et on nous a dit que le Conseil d'administration avait décidé que peut-être

---

on était tous surchargé de travail. Donc, il était peut-être nécessaire de revoir un petit peu le calendrier des révisions. Donc, Cheryl et moi, dans le chat, nous nous sommes rendu compte que cela représentait un grand soulagement parce qu'étant donné le calendrier des révisions, même si on ne met pas en retard les révisions – en fait, la période de commentaires publics a retardé, mais donc, au moment où on avait établi le calendrier, on s'est rendu compte que c'était – il était impossible de bien travailler. Mais comme nous sommes des gens de bonne manière, nous n'avons rien dit, on s'est dit qu'il valait mieux ne rien dire et cela, donc, est indicatif d'une mauvaise approche en termes de communication dans l'organisation.

Et puis, le dernier point, ce qui s'est passé sur les PICs, les catégories TLD 1. Donc, plutôt que le Conseil d'administration, qui envoie un message et qui dit : « Oui, nous acceptons – ou – Nous refusons. », il y a eu une demande de discussions. Ceci est relativement inhabituel, mais d'un autre côté – donc, en fait, le processus est merveilleux, mais les résultats n'ont pas été nécessairement merveilleux. Nous en parlerons dans plus de détails.

Alors, nous ne demandons pas de réponse du Conseil d'administration, nous soulevons simplement la question. Et je pense qu'il serait intéressant d'avoir une discussion là-dessus. Mais nous ne demandons pas à ce que le problème soit résolu parce qu'il n'est pas très clair, ce problème. Et de toute évidence, ce n'est pas un problème qui sera résolu par une déclaration écrite.

Donc, le premier point. Revenons dans les détails. Nous sommes dans une situation régulièrement selon laquelle différentes parties avec de l'argent peuvent faire certaines choses que l'At-Large ne peut pas faire. Alors, je vais vous donner quelques exemples. Récemment, très récemment, pendant cette réunion, nous avons eu un membre de l'ALAC qui a été nommé par le NomCom et qui n'est pas là, et la raison pour laquelle elle n'est pas là, c'est qu'elle habite dans un pays désavantagé, dans un endroit assez reculé en Afrique, la Gambie, et donc, pour avoir son visa pour l'Argentine, elle devait se rendre à Abuja au Nigéria. Et elle était prête à consacrer le temps nécessaire et c'était il y a un certain temps, mais le problème, c'est que cela coûtait cher. Et donc, même quand on a un bon poste qui paie relativement bien, eh bien, les choses sont difficiles. Donc, cette situation, on la connaît à l'ICANN. Vous avez un membre du Conseil d'administration qui vient de Gambie, donc on lui a dit : « Désolé, la limite est de 200 dollars et ce n'est pas possible, on ne peut pas vous aider. » Donc, lorsqu'on considère les réunions CWG et CCWG, nous avons un certain nombre de participants qui ne sont pas financés par l'ICANN pour se rendre à ces réunions en tête-à-tête. Donc, si vous regardez bien les personnes qui se présentent et qui ne sont pas financées par l'ICANN, eh bien, en général, c'est les opérateurs de registres et les membres du Conseil d'administration et puis quelques autres personnes qui sont à même de le faire. Mais les membres d'At-Large ne sont pas présents. Je ne sais pas comment résoudre ce problème, mais il existe un problème. Il nous faut le prendre en considération et voir où aller. Il y a d'autres implications, mais je ne vais pas parler davantage, je vais laisser la parole à Tijani.

TIJANI BEN JEMAA:

Merci, Alan.

Cette situation selon laquelle nos membres ne peuvent pas venir à leurs réunions n'est pas une nouvelle situation. Et vous vous souvenez peut-être que lors du sommet de Londres, j'ai commencé à en parler, même plusieurs mois avant le sommet. Et j'ai entendu l'engagement de Steve, de Fadi, que tout serait fait pour que tous les membres puissent se rendre au sommet. On nous a dit qu'on allait travailler à ces questions de visa. Malheureusement, beaucoup des membres de la communauté n'ont pas pu venir, surtout de cette région, de la région africaine et puis d'autres régions en développement. Donc, le cas de Beran qu'Alan vient de mentionner est un cas encore plus compliqué parce que même si elle avait pu se rendre à Abuja, elle n'aurait pas eu le visa parce que nos collègues qui habitent à Abuja ont eu leur visa à la dernière minute, le dernier jour. D'ailleurs, il y a un collègue ici qui vient de lever la main. Donc, il y a des pays qui, vraiment, très difficile. Nous avons eu ces expériences à Toronto, à Londres et à Buenos Aires.

Donc, moi, j'ai fait partie du Groupe de travail sur la stratégie et donc, il me semble que la délivrance de visa est un des critères qui devrait être un des principaux critères dans la prise de décision par rapport au lieu où nous nous retrouvons. Et j'espère qu'à l'avenir, nous allons prendre ceci en considération, de manière à ce que la communauté entière puisse participer aux réunions.

---

Merci.

ALAN GREENBERG:

Merci, Tijani.

Alors, j'aimerais être clair sur un point. Il y a des problèmes de visa, mais j'aimerais me focaliser sur le financement. Il y a les problèmes de souveraineté, c'est vrai, ce n'est pas quelque chose que nous pouvons solutionner, mais là, il ne s'agissait pas d'un problème de souveraineté. Il est possible que cela en fasse partie, mais pour l'instant, j'aimerais qu'on parle du financement.

Cheryl?

CHERYL LANGDON-ORR :

Je souhaite changer de point de vue, en tant que membre du NomCom. Alors, on nous a encouragés au NomCom, par le passé et actuellement, à nous assurer que dans nos efforts en termes de diversité culturelle et régionale, de nous focaliser sur les régions africaines et asiatiques et autres. Donc, nous ne pouvons – nous devons nous assurer que les personnes qui sont des personnes très importantes puissent participer aux réunions, surtout lorsque les réunions sont critiques. Il me semble quand même qu'il serait bien d'avoir un budget par rapport à ça. On ne peut pas dire aux gens de différents pays : « Vous êtes les bienvenus, venez. » et puis lorsque les choses difficiles et que les choses coûtent cher, il ne faut que nous ayons un système dans lequel les exceptions ne sont pas les

---

bienvenus. Il nous fait des politiques qui permettent d'avoir des moyens intelligents, rapides et efficaces ainsi que transparents de faire fonctionner le système.

ALAN GREENBERG:

J'ai écrit une lettre à Fadi par rapport à ça. Je ne m'inquiète pas, c'est quelque chose qui va se produire. Je ne pense pas que ce problème va se reproduire. Ne nous focalisons pas sur ce problème, mais sur le concept général qui, à mon avis, est beaucoup plus important. Et d'ailleurs, c'est la deuxième fois que Beran ne peut pas venir à cause d'un problème de visa. Comme je disais, il y a le thème de la communication. Non seulement on lui a refusé le financement, je ne sais pas à quel niveau de l'organisation cela lui a été refusé, je ne sais pas si on est passé au deuxième niveau après la première personne, je ne sais pas si c'est arrivé à David Olive, je ne sais pas si c'est arrivé à Fadi, je ne sais pas. C'est une décision bureaucratique et nous n'avons pas pu – on a essayé de la remettre en question, mais on n'a pas pu remettre en question ou obtenir une réponse.

Je suis désolé. Fadi.

FADI CHEHADE:

Quelle était la somme dont elle avait besoin au-delà des 200 dollars? Est-ce que c'était 10 000 dollars pour se rendre à Abuja ou...?

---

ALAN GREENBERG: Je crois qu'il lui fallait 1 000 à 1 200 dollars pour acheter un billet d'avion plus l'hôtel pour quatre jours. Et vous savez, ces règles sont spécifiques aux différents pays, mais parfois il faut deux semaines pour obtenir le visa, parfois il faut retourner dans le pays, donc il faut deux voyages. ,

FADI CHEHADE: Merci. Je comprends.

Deuxièmement, est-ce qu'elle a déjà fait la demande de visa pour le Maroc?

ALAN GREENBERG: On ne peut pas demander un visa sans la lettre d'invitation, sans les réservations d'hôtel, donc dans ce cas-là, l'ambassade de Buenos Aires voulait non seulement un engagement de – qu'ils avaient une carte de crédit et même la lettre d'invitation ne suffisait pas.

FADI CHEHADE: Oui, exactement, c'est la raison pour laquelle je vous demande cela. Étant donné que nous prévoyons nos réunions quand même très à l'avance, il nous faut prendre en compte les procédures et c'est la raison pour laquelle je pose cette question.

Troisièmement, est-ce que vous avez de l'argent à l'ALAC?

---

ALAN GREENBERG: Nous n'avons absolument pas d'argent. Je présume que notre personnel a accès à un petit peu d'argent, mais n'a pas le droit...

FADI CHEHADE: Alors, est-ce qu'on pourrait s'arranger pour donner à chaque SO, AC un fonds de 10 000 dollars, par exemple, qui puisse être utilisé dans des cas d'urgence?

ALAN GREENBERG: Alors là, je serais très heureux.

FADI CHEHADE: Je vais faire ceci dans le budget pour cette année. Je pense qu'à aucun moment, il ne faut, au niveau bureaucratique, que l'on refuse quelque chose à quelqu'un d'une telle importance. Donc, vous pouvez vous occuper vous-mêmes dans le cas de votre charte, de vos propres règles, mais moi, je suis prêt à allouer un fonds d'urgence de 10 000 dollars qui puisse permettre à ce genre de choses de ne plus se produire.

ALAN GREENBERG: Il est tout à fait possible que l'on utilise ces fonds pendant trois mois – en trois mois, pardon. Mais ce serait vraiment extraordinaire.

---

CHRIS DISSPAIN: Alors, en termes de communication, vous avez parlé de communication – et je parle en mon propre nom en tant que président de la ccNSO, si je me retrouve dans cette situation, ce que j’aurais fait, en fait, je me serais adressé aux membres du Conseil d’administration qui me représentent et je lui dirais – je lui décrirais le problème. Et donc, ça, en termes de communication, je crois que c’est important. Il y a une voie de communication. Je pense qu’il serait il aurait été mieux de procéder comme ça.

ALAN GREENBERG: Excusez-moi, ma représentante me dit ce qu’il faut que je fasse. Je suis obligé de l’écouter : c’est ma patronne.

CHRIS DISSPAIN: Je n’écouterais pas si j’étais vous.

ALAN GREENBERG: Merci. Nous avons Ray, Cherine et George, dans cet ordre.

RAY PLZAK: Étant donné que j’ai le micro, je vais...

En termes de financement, en termes de problème de financement et de visa, le problème, c’est un problème d’accès équitable par rapport aux réunions ICANN. Les opérateurs de registres régionaux organisent des réunions régionales depuis le début de l’existence de l’ICANN. Et d’une manière ou d’une autre, ils arrivent à se coordonner, à discuter

---

ensemble pour arriver à un point où ils produisent des politiques internationales claires, brèves. Ils se sont tous mis d'accord pour savoir où sont les virgules, où doivent se trouver les virgules. Ils ont également un certain nombre de politiques qui sont plus spécifiques, qui sont plus régionales. Et ils peuvent tous avoir une politique sur un point spécifique, mais les différences reflètent les différences régionales. Donc, il est tout à fait possible que les autres puissent faire la même chose. Si vous participiez à une réunion d'opérateur de registres, vous sauriez très rapidement que la région qui s'occupe de la réunion passe énormément de temps à parler de ce qui se passe dans les autres régions en ce qui concerne les politiques qu'ils amènent sur la table. Ils expriment également les politiques dont on parle dans les autres régions, pour lesquelles la région en question n'a pas de politiques. Et lorsqu'on propose une nouvelle politique, une des premières questions posées lors du forum, c'est : « Que font les autres régions par rapport à cela? » Donc, il est très facile d'en arriver à des politiques communes. La quantité – enfin, le niveau de participation est beaucoup plus élevé parce que le coût est inférieur, les problèmes de visa sont bien moins importants. Donc, il y a un certain nombre de régions qui – il y a beaucoup de raisons pour lesquelles ceci serait beaucoup plus faisable pour les différentes parties prenantes.

En ce qui concerne le financement pour At-Large, je dirais que le modèle n'est pas une bonne idée et donc, il faudrait donc travailler en conjonction avec le budget pour produire de l'argent pour appuyer ces rencontres. Il faut que l'ICANN devienne parrain de ces réunions

---

régionales de l'ALAC. Les personnes qui viennent à une réunion internationale paient pour venir aux réunions régionales également. Donc, il faudrait prendre en considération ce que l'on cherche à faire dans cet ensemble international de personnes qui nécessitent d'avoir des hôtels, des palais des congrès de cette taille pour ces réunions. Donc, qu'est-ce qu'on souhaite vraiment accomplir en ayant tous ces critères?

ALAN GREEBERG:

Merci, Ray.

Cherine.

CHERINE CHALABY:

J'aimerais appuyer la suggestion de Fadi parce que cela peut nous aider. Et je crois même qu'on pourrait faire un petit peu plus, on peut en parler, mais je crois qu'il a raison.

ALAN GREENBERG:

La taille ne m'inquiète pas. Je pense que de toute façon – je pense que le montant proposé est adéquat, mais n'utilisons pas ce fonds d'urgence comme raison pour ne pas solutionner le vrai problème.

George.

---

GEORGE SADOWSKY:

Moi, j'aimerais monter un petit peu – le modèle multipartite de l'ICANN a certaines caractéristiques définies dont nous sommes fiers, je pense. Entre autres, l'accès égal de chaque partie prenante – et ceci, dans l'exemple que vous montrez, n'existe pas. Nous n'avons pas un accès égal. Nous avons différentes parties prenantes, nous avons différentes raisons pour lesquelles nous sommes présents et donc, l'industrie des noms de domaine est, de toute évidence, très importante. Ils suivent l'ICANN, ils contribuent à l'ICANN et ils ont un nécessaire pour participer à ses réunions pour être présents au sein des groupes. Ce n'est pas nécessairement vrai de l'ALAC et ce n'est pas vrai étant donné les gouvernements qui sont concernés, ce n'est pas forcément vrai de la NCUC.

Donc, ce que nous avons, c'est une promesse de fournir un accès sur pied d'égalité, mais nous n'avons pas encore défini les moyens qui permettent à cet accès équitable d'être réalité dans nos réunions. Donc, que pouvons-nous faire pour réellement fournir cet accès? Donc, c'est bien, le fonds d'urgence de 10 000 dollars, mais c'est un pansement, c'est un bon pansement, mais ce n'est pas une politique. Donc, je crois que ce qu'il nous faut faire, c'est voir un petit peu quels sont les empêchements à cet accès sur un pied d'égalité et ce que nous pouvons faire pour changer. Est-ce que c'est une question de méthode? Est-ce que c'est une question d'approche dans les groupes? Est-ce que c'est une question de transfert de financement? Je pense que c'est un petit peu tout. Et les gouvernements font toujours ce genre de choses, il n'y a rien de nouveau là-dedans. Pourquoi est-ce

---

que nous n'avons pas une politique par rapport à ça? Une politique sociale...

ALAN GREENBERG: Merci. Rinalia.

RINALIA ABDUL RAHIM : Oui, Chris a dit que dans ce type de cas, celui dont il a été question, l'ALAC pouvait faire appel au Conseil d'administration pour réagir. Et je me réjouis d'écouter la suggestion de Fadi, soutenue par les autres.

Deuxièmement, j'aimerais dire que je pense également que l'aspect régional du processus de développement de politiques de l'ICANN, c'est quelque chose de nécessaire. Si vous voulez une participation mondiale et une diversité dans les engagements, alors, il faut réellement qu'il y ait cette diversité dans le processus de développement des politiques.

Dernière chose que j'aimerais dire. Pour reprendre ce qu'a dit George, le Conseil d'administration de l'ICANN a accepté la recommandation 10.5 de l'ATRT 2. L'organisation s'est engagée à la mettre en œuvre. Chris a présidé le groupe de travail pour voir l'évolution de la mise en œuvre de cette recommandation. Donc, il y a une supervision de ce processus, mais je ne pense pas que l'on soit passé à l'évaluation spécifique des différentes composantes permettant de garantir une participation équitable de toutes les parties prenantes. Et je pense qu'il faut se pencher là-dessus de

---

manière et y revenir pour avoir une indication précise des lacunes et de ce qu'il nous reste à faire. Merci.

ALAN GREENBERG:

Merci, Rinalia.

J'aimerais revenir sur l'idée selon laquelle il n'a pas été possible – et là, on parle de 1 500 dollars.

Cherine, est-ce que tu veux parler de ce point précis? Je te cède la parole.

Mais passons sur la question visa et fonds d'urgence, hein...

CHERYL LANGDON-ORR :

Oui, j'aimerais revenir sur ce que vient de dire Ray. Effectivement, pour le prochain exercice fiscal, travailler sur une nouvelle conception pour ce type de stratégie, avoir un budget permettant effectivement les contributions au niveau régional, et c'est un bon moment pour avoir une conversation sur la création d'un nouveau modèle permettant de garantir un accès plus prévisible et plus équitable.

ALAN GREENBERG:

Oui, merci. Wolfgang, oui, je te cède la parole. Mais j'aimerais ajouter une nouvelle perspective là-dessus et peut-être qu'on aimerait des commentaires là-dessus. Donc, est-ce que vous permettez un instant, Wolfgang?

---

Alors, lorsqu'on se rapproche de la réunion générale annuelle où les gens sont élus ou choisis, on est critiqué parce qu'il y a une rotation des gens et les personnes reviennent encore une fois. Donc, nous avons un problème pour trouver des volontaires réellement engagés. Mais le problème, c'est qu'on ne peut pas leur garantir des – un financement pour se déplacer, alors ces gens disparaissent. En général, les gens sont employés par des entreprises qui n'ont rien à voir avec l'Internet, encore moins avec le DNS et donc, si on n'a pas un certain niveau de financement de soutien ou quelque chose, eh bien, ces personnes laissent tomber, disparaissent. Donc, on ne peut pas simplement ajouter des fonds pour les déplacements, ce n'est pas un problème simple. Il faut bien voir les implications ici qui sont engendrées.

WOLFGANG KLEINWACHTER: Oui. Tout d'abord, il faut séparer le soutien financier et la question des visas. La question des visas, ça, ce n'est pas du ressort de l'ICANN. Et ce que j'ai appris dans d'autres organisations, c'est qu'il faut un autre type de coopération avec le gouvernement hôte. À La Hague, la Conférence sur la cybersécurité organisait très bien les choses. Ça a été organisé par le ministère des Affaires étrangères, donc il y avait un bureau spécial à qui s'adresse pour demander un visa. Donc, ça n'était pas le gouvernement lui-même à qui il fallait s'adresser. Ce qui veut dire que si l'ICANN a des accords de ce type avec les gouvernements hôtes, ce serait certainement beaucoup plus facile de parvenir à des accords pour accélérer un petit peu la procédure d'obtention de visa.

---

Ensuite, comme cela a été dit auparavant, et je soutiens la proposition pour envisager des exceptions et un examen au cas par cas. Effectivement, la politique doit être suffisamment souple pour envisager ce genre de cas. Donc, ce que je recommanderais, c'est de le faire aussi vite que possible parce qu'on est en train de perdre du temps sur ce type de discussions et maintenant, il est temps de discuter de questions de fond. C'est beaucoup plus important. Parce que si on perd notre temps, on perd une semaine ici à Buenos Aires à débattre de formalités, on perd de vue notre principal objectif, à savoir débattre des politiques et d'avancer sur des questions de fond.

Donc, ce qui m'amène à mon dernier point dont tu viens de parler. Il y a une perte d'intérêt s'il n'y a pas d'encouragement de ce type. Donc, effectivement, il y a plus de 200 structures At-Large certifiées. Et il faudrait mettre en place un mécanisme de communication avec toutes ces structures At-Large, que ce soit sous forme de rapport annuel, de sorte que ces structures At-Large aient des encouragements pour faire leur travail. Parce que la gouvernance de l'Internet, ça commence à la maison. Donc, dans les pays, ça ne commence pas aux réunions de l'ICANN : ça commence à la maison. Donc, ces structures At-Large devrait être encouragée au niveau national, que ce soit le travail au niveau des ccTLDs, au niveau du chapitre ISOC national, du forum sur la gouvernance de l'Internet au niveau national, etc. Donc, il faut que ce soit un moteur pour susciter les discussions sur la gouvernance de l'Internet au niveau national. Il faut des mesures d'encouragement qui permettent de s'engager au niveau, ensuite, international.

---

ALAN GREENBERG: Oui, merci, Wolfgang. J'aimerais bien en reparler ensuite pour faire en sorte que tout ce processus soit plus efficace.

Chris.

CHRIS DISSPAIN: Oui, j'aimerais revenir sur ce qu'a dit Wolfgang avec ce que tu viens de dire. Donc, en fin de compte, ce dont on parle ici, c'est la communication et ensuite, le niveau qui suit, s'agissant des personnes qui n'ont pas de financement pour aller aux réunions, etc., je pense que peut-être qu'il est temps d'envisager – je n'aimerais pas utiliser le terme « révision », mais plutôt une vision à long terme pour voir comment y parvenir et ne pas se concentrer sur les trois réunions annuelles où tout le monde voyage et que ce soit un modèle durable pour les cinq prochaines années. Parce que c'est difficile de travailler sur cette base. Peut-être qu'on ne va pas pouvoir financer tout le monde, ce n'est tout simplement pas possible. Mais il faudrait revoir un petit peu tout le modèle sur lequel on travaille.

ALAN GREENBERG: Oui. Steve?

STEVE CROCKER: Oui. La question qui a été posée, c'est celle de la participation. Et donc, il y a une interaction étroite entre les gens sélectionnés et le

---

public. Donc, je vous pose la question : est-ce que vous voulez prendre des questions dans la salle aussi?

ALAN GREENBERG: Oui, moi, je préférerais continuer notre réunion parce qu'on n'est pas passé au deuxième point encore. Donc, je préférerais céder la parole aux gens dans la salle s'il y a des questions, mais ensuite...

STEVE CROCKER: Oui, je suis sûr qu'on va couvrir cette question ensuite.

ALAN GREENBERG: Oui, George.

GEORGE SADOWSKY: Oui. Quelques commentaires. Tout ça, ça montre bien, la question des visas, qu'il y a un problème, problème financier, problème d'argent parce que nous n'avons pas examiné la manière de garantir un accès équitable au sein des groupes des parties prenantes. Et on ne va pas régler ce problème ici. Il faut reconnaître que l'on doit l'identifier comme un problème important pour que le personnel, les membres du Conseil d'administration, bref, les membres de la communauté soient encouragés à régler ce problème.

ALAN GREENBERG: Merci, George.

---

Ray.

RAY PLZAK:

Oui, pour revenir sur ce qu'a dit Wolfgang. C'est vrai : il n'est pas nécessaire de participer ou de travailler dans une réunion pour faire quelque chose. Il y a une liste de diffusion et là, vous pouvez participer. Les opérateurs de registres régionaux et les RALOs ont passé des accords entre eux et dans certains cas, les opérateurs de registres donnent des bourses aux personnes des RALOs pour qu'ils participent aux conférences, aux réunions. Donc, pour les opérateurs de registres, c'est une très bonne chose parce qu'ils participent aux processus de politiques et il y a un certain nombre de questions qui préoccupent la communauté et qui ont un impact sur les consommateurs, et donc, c'est très important. Et ça, ça commence à fonctionner. Et je pense que cela montre bien qu'on peut travailler ensemble et qu'on peut inclure très souvent des personnes qui participent aux chapitres ISOC et aux ALS dans le cas des opérateurs de registres en Afrique, en Amérique latine, très souvent en Asie Pacifique. Ces réunions sont plus des réunions régionales, donc, très souvent, dans une réunion africaine, on voit l'ISOC et ALS qui participent. Donc, il y a beaucoup de choses qui sont faites dans ce domaine et il faut encourager ce dynamisme. Et par rapport à ce que tu as dit, Cheryl, auparavant, les réunions régionales sont l'exception et il faudrait que ce soit l'inverse.

---

ALAN GREENBERG:                   Merci beaucoup, George.

J'ai Tijani puis j'aimerais faire un léger résumé de ce qui vient d'être dit.

Tijani.

TIJANI BEN JEMAA:                Une information par rapport à la coopération avec l'AfriNIC. Nous continuons de travailler avec eux, mais ils ne nous ont jamais donné d'argent. Ils nous ont dit qu'il y a beaucoup de besoins en Afrique pour que les personnes viennent à ces réunions, mais ils ne nous ont jamais rien donné.

ALAN GREENBERG:                Merci beaucoup, Tijani.

Le deuxième point, je pense qu'il a déjà été couvert, hein?

Il a été difficile de voir qu'il y avait des points qui n'étaient même pas nécessaires de mentionner parce que c'était une cause perdue.

Le troisième point. Lorsque nous avons émis notre avis à Los Angeles sur le gel des TLDs et la mise en place dans la zone racine, on a dit : « Voilà. Parlons pour voir quelles sont les solutions possibles. » Et ça, ç'a été une chose vraiment remarquable. Ça ne s'était jamais produit auparavant, en tous cas pas à At-Large. On nous a dit que c'était arrivé à deux ou trois reprises dans l'histoire de l'ICANN avec le Conseil

---

d'administration. Ce qui veut dire beaucoup de choses pour certaines personnes.

Il y a toujours beaucoup de discussions qui ont lieu, surtout actuellement, lorsqu'il s'agit des statuts concernant ce que peuvent faire les ACs et SOS. Et donc, le GAC est dans une position maintenant privilégiée par rapport au fait de dire « non ». Donc, je pense que c'est quelque chose de positif et j'espère que c'est la première fois que l'on peut faire ce genre de chose et que ça va se reproduire à l'avenir. Nous avons eu un premier appel, un deuxième appel, une réunion puis une autre téléconférence et d'autres parties prenantes de l'ICANN ont été impliquées, y compris les opérateurs de registres et bureaux d'enregistrement qui nous ont dit : « Voilà. On ne voit pas de nécessité, on ne va rien faire, un point c'est tout. »

Et là, encore, on en revient aux parties prenantes *multiégales*. Donc, on – il est gênant de voir que les structures de pouvoir sont telles qu'il n'est pas possible d'avoir une discussion parce que les autres parties prenantes ne veulent tout simplement pas participer.

Voilà. Je vais m'en tenir là. Chris, Fadi...

CHRIS DISSPAIN:

Oui, moi aussi, j'ai été très encouragé par le processus de discussion, mais je suis un petit peu préoccupé parce qu'il me semble avoir entendu dire que rien ne s'est produit parce qu'un certain nombre d'opérateurs de registres qui étaient présents ont décidé que rien n'allait se passer. Et je pense que ce n'est pas tout à fait vrai. Je pense

---

que – moi, je ne dirais pas les choses en ces termes. Je dirais qu'on s'est assis ensemble, on a parlé et on est arrivé à la conclusion selon laquelle essayer de faire quelque chose à ce stade-là, ce serait réellement très très difficile. Mais je ne dirais pas que parce que les opérateurs de registres ont dit : « Voilà, on ne va pas le faire. » que les choses se sont passées comme ça. Moi, je n'ai pas cette vision-là des choses. Je pense qu'il est clair d'insister là-dessus et d'être clair, mais tout le reste de ce que tu as dit, je suis d'accord avec ce que tu as dit.

ALAN GREENBERG:

Oui, pour être précis, ce que l'on demande — on a parlé dans la vie de gel, mais on a demandé aussi une précision de ce qu'il pensait faire et on n'a pas pu avoir cette discussion non plus parce qu'il n'y avait pas d'intérêt dans une analyse au cas par cas. Donc, peut-être que j'ai été un peu dru dans ce que j'ai dit, on aurait pu, avec plus de souplesses de parts et d'autres, mieux discuter.

Oui, Fadi puis Rinalia et Cherine.

FADI CHEHADE:

Oui, Alan, si tu le permets, j'aimerais ajouter une question que tu auras peut-être prévu à un autre moment qui est lié au troisième point. Je ne sais pas si je peux la poser maintenant...

Bien. Lorsqu'on écoute l'Internet Society qui décrit son principal atout, il parle de leurs chapitres. Sans doute, ils parlent de leurs chapitres. Ici, on a combien d'ALS?

ALAN GREENBERG: 200.

FADI CHEHADE: Plus de 200. Donc, c'est un peu le trésor caché de l'ICANN de disposer de ces plus de 200 ALS. Lorsque vous avez été nommé, j'ai été très encouragé de t'écouter dire dans tes remarques [liminaires] qu'il fallait se concentrer sur le nombre d'ALS actuel plutôt que sur la manière de donner de l'énergie à ces ALS. Donc, ma question est la suivante. Où est-ce que je peux intervenir dans ce plan stratégique sur cinq ans pour les ALS? Et comment pouvons-nous vous aider une fois que ce plan est mis en place pour donner, insuffler une énergie à ces ALS avec une vision stratégique de la manière dont nous pouvons valoriser ce trésor, ce trésor que sont ces ALS véritablement? Parce que le niveau local est devenu beaucoup plus important que le niveau mondial. Or, je ne le vois pas encore ici à l'ICANN, au sein de l'ICANN en tant qu'institution. Donc, comme on le dit toujours : vous êtes les piliers de l'organisation finalement. Donc, prenons un petit de distance. Si on me demandait : « Quelle est votre vision sur cinq ans de l'énergie que vous voulez insuffler aux ALS pour qu'elles fassent partie de l'ICANN? », mais j'aimerais le savoir. Et si on n'a pas cette vision, j'aimerais l'avoir, cette vision parce que cette vision doit venir de vous, certainement pas de moi. Et si d'autres veulent répondre à votre troisième question, j'interviendrais aussi.

ALAN GREENBERG:

Je peux y répondre très rapidement. Lorsque j'ai commencé il y a quelques mois, j'avais des plans très ambitieux et la transition IANA est venue sur le chemin. Donc, on n'est pas revenu à cette question, on en a parlé à cette réunion, on va en reparler beaucoup plus en profondeur au cours des prochains mois et ce sera le principal objet d'examen de la révision. Donc, effectivement, on n'a pas une vision claire, mais j'espère que d'ici Dublin, il y aura une évolution et certains changements.

Rinalia.

RINALIA ABDUL RAHIM:

Merci, Alan. Alors, je vais attendre le point de vue de Cherine par rapport aux processus et par rapport aux PICs et – mais par rapport à ce que je retiens de cela, si les différents groupes de parties prenantes qui représentent les utilisateurs étaient plus alignés par rapport à ce qu'ils veulent et s'il y avait plus de cohésion, je pense qu'on n'aurait pu avancer davantage. C'est ce que moi, j'ai retenu de cette expérience et je voulais la partager avec vous.

ALAN GREENBERG:

Oui, merci, Rinalia. Moi, ce que j'ai remarqué au cours des derniers mois, c'est qu'on parle de multiparties prenantes parce qu'on a une multiplicité de points de vue!

Cherine.

---

CHERINE CHALABY:

Oui. Merci, Alan, de ces commentaires. Je les apprécie.

Deux choses. Quel était le rôle de l'ICANN à ces réunions? Il est très important ici de noter que notre rôle, c'est celui de facilitateur. On essayait de donner l'opportunité d'une discussion franche et ouverte d'échange d'expériences, de points de vue et éventuellement, de trouver une solution aux problèmes des PICs. Je suis d'accord avec vous : effectivement, en fin de compte, nous ne sommes pas parvenus – en tous cas à At-Large et le GAC, ils ne sont pas parvenus à ce qu'ils attendaient. Mais je pense qu'il y a une question de délai aussi ici. Si on peut faire davantage dans ce sens, je pense qu'on va faire avancer le processus plus rapidement. Effectivement, il faut régler les problèmes. Donc, est-ce que l'on veut encourager ce type de dialogue, ce type d'interaction, et ce, aussi vite que possible? Je pense que oui, parce qu'on obtiendra de meilleurs résultats pour l'avenir.

ALAN GREENBERG:

Merci, Cherine. Moi aussi, je suis plus optimiste. Je voudrais dire qu'il y a un an, on a soulevé ce problème et on n'a pas saisi cette occasion pour en parler et pour régler les problèmes. Mais on est en train d'apprendre.

Plus personne sur la liste?

Chris, vous avez la parole.

CHRIS DISSPAIN:

Oui, je suis d'accord avec Cherine. Moi aussi, j'ai retenu une leçon un peu plus large. Nous, en tant que communauté – et j'inclus le Conseil d'administration – avons permis ce programme gTLDs d'avancer alors que la politique n'était pas finalisée. Et aujourd'hui, le plus gros problème qui existe au sein de la communauté par rapport à ce problème, c'est qu'on n'a pas attendu en disant: « Tant que ces problèmes restent sans solution, on ne va pas pouvoir avancer. » Et c'est ça, pour moi, le plus gros problème. C'est un petit peu l'effet boule de neige. On n'a pas eu ces discussions au moment où on aurait dû les avoir.

ALAN GREENBERG:

Merci, Chris. Il faut que je réponde à cela. Si, si, je vous assure, il faut que j'y réponde. Les problèmes qui existent aujourd'hui n'existaient pas avant que le programme soit annoncé. On en avait parlé et les organes politiques ont dit qu'il n'était pas pertinent. Donc, c'est un problème beaucoup plus complexe que cela.

D'autres intervenants?

George.

GEORGE SADOWSKY:

Oui. Chris, je suis tout à fait d'accord avec toi en ce qui concerne le nouveau programme de gTLDs. Un commentaire : on parle souvent de moyens pour atteindre l'objectif à l'ICANN et on se concentre sur les moyens sans prendre la peine d'explicitier les objectifs, ni même de

---

dire « est-ce qu'on est tous d'accord sur les objectifs? » Je pense que l'objectif ici, ce serait d'avoir un engagement totalement étendu au niveau géographique et constructif à l'ICANN. Mais c'est également le rôle des autres parties prenantes, ALS et autres, à l'ICANN. Si tel est notre objectif, alors on devrait tous penser à la manière donc chaque secteur, y compris l'ALAC et surtout l'ALAC, peut contribuer à atteindre ces objectifs, cet objectif.

ALAN GREENBERG: Oui, merci.

Holly.

HOLLY RAICHE: Oui, j'aimerais revenir sur une question, la réponse de Wolfgang et les commentaires des autres. Dans le cadre de la révision At-Large, on formule des questions et on voit à qui on veut poser ces questions. Et la question qu'on pose, c'est surtout : « Avec quelles organisations on veut parler? Avec qui on veut coopérer? Avec qui on veut communiquer par l'intermédiaire des ALS? Est-ce que les ALS veulent parler aux autres ALS? Quel est tout ce processus de *feedback* et de retour de commentaires? » Il y a une question plus large de voir comment on traite cette question de la ccNSO, de la GNSO. Donc, il s'agit de mieux voir quelle est notre place. Merci.

ALAN GREENBERG: Oui, merci.

---

On a déjà beaucoup travaillé. On en est au troisième jour.

Sébastien, Olivier puis Sébastien puis souhaite intervenir. Je ne sais pas s'il veut encore venir... je vais lui demander de s'approcher du micro...

Donc, Olivier.

**OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND:** Oui, j'ai souri lorsque eu Chris que nous avons lancé le programme avant d'avoir résolu toutes les questions est les problèmes. Malheureusement, dans un moment où je vous l'avais dit, je voudrais vous rappeler la déclaration de l'ALAC en 2010, en décembre 2010 où l'ALAC a dit que la conclusion dans le pacte actuel n'était pas celle qui devrait l'être.

**ALAN GREENBERG:** Sébastien a annulé son intervention. Donc, Rinalia.

**RINALIA ABDUL RAHIM:** Merci, Alan. En ce qui concerne la révision At-Large, l'ALAC avait dit qu'elle ne se sentait pas à l'aise ou libre de dire d'être – par rapport à sa préparation. Donc, j'aimerais dire à l'ALAC que ce n'est plus – il n'est plus nécessaire de se sentir – d'avoir ce sentiment. Dites-nous ce dont vous avez besoin. Nous avons besoin de le savoir pour que l'ICANN puisse mieux vous appuyer. Donc, j'espère que vous pourrez vous sentir mieux, à même de dire ce que vous souhaitez dire.

---

ALAN GREENBERG:                   Merci, Rinalia. Nous allons maintenant donner la parole à Ray.

RAY PLZAK:                            Merci, Alan. Ray au micro. En ce qui concerne la révision At-Large, je parlais de la formulation des questions. Holly disait dont que « nous » n'inclut pas le personnel, « nous » n'inclut pas le contrôleur indépendant, « nous », c'est l'ALAC, l'At-Large. Et donc, c'est la même chose que nous avons faite avec la GNSO. Donc, en fait, le contrôle réel de l'analyse de la révision est à l'intérieur de la révision sur l'organisation.

Donc, il y a un certain nombre de questions, par exemple l'adhésion, les membres, les élections, est-ce qu'on va considérer ça de la même manière? Les fonds, est-ce qu'ils vont être considérés de la même manière? Donc, dans ce sens-là, vous avez un petit peu un aperçu général de l'ICANN. Mais ce qui est spécifique à l'organisation est formulé par l'organisation. Par ailleurs, il y a la capacité à prendre ces questions, les élections, etc., et les ajuster selon les besoins, de manière à ce que l'examineur, le contrôleur indépendant n'invente rien pour savoir un petit peu ce qui va être fait par la suite.

ALAN GREENBERG:                   Merci, Ray.

Cheryl.

CHERYL LANGDON-ORR: Je voulais clarifier un petit point par rapport à mon sentiment sur la révision At-Large, et c'est la chose suivante. Bien sûr, nous avons eu davantage de temps, donc cela a représenté un soulagement en termes de commentaires publics. Et nous n'avons pas fait de pause, d'accord? Le Comité d'organisation se retrouve régulièrement. Le personnel de l'ICANN continue la planification. Cela doit durer davantage de temps, un petit de temps pour souffler. Donc, cela ne veut pas dire que nous allons abandonner le projet : ça nous a simplement permis au niveau humain et par rapport aux difficultés humaines. Donc, ils sont liés avec toute la question de la responsabilité d'avoir un petit peu de temps.

Maintenant, revenons aux problèmes. Moi, j'avais le sentiment que le fait de me plaindre parce qu'on était très occupé et nous continuons d'être très occupés avec tout le travail du CWG et du CCWG, il me semblait qu'il nous fallait avoir les moyens de dire : « Écoute, il nous faut ralentir sur les autres points » et ça, c'est une question qui est importante en termes de communication. Tout le monde sait bien qu'on peut planifier, planifier, planifier, mais le fait est qu'il y a des choses qui se produisent, il y a des imprévus qui se présentent et ces imprévus, lorsqu'ils prennent beaucoup de temps, eh bien, il nous faut nous dire : « Il nous faut ajuster certains projets, ajuster certaines choses. » Mais personnellement, j'avais le sentiment que je n'avais pas le droit de dire des choses comme ça et ça, c'est un problème.

---

ALAN GREENBERG:

Oui. Et c'est la raison pour laquelle même quand on a de bonnes manières, comment est-ce qu'on peut quand même amener certains sujets sur la table?

Mais si l'emploi du temps n'avait pas changé, nous l'aurions fait, mais nous ne l'aurions pas bien fait. C'est ça, la question. Nous avons cinq minutes ou quatre minutes de retard. Je ne vois plus de mains levées. Donc, du point de vue de l'ALAC, j'aimerais simplement vous remercier. L'expérience a été intéressante. Nous en reparlerons.

[Applaudissements]

Je repasse la parole à Steve.

STEVE CROCKER:

Merci beaucoup pour votre présence. Merci d'avoir coopéré. Encore une fois, c'est une nouvelle expérience que nous avons mise en place pour aujourd'hui et pour demain. Je m'attends à vos commentaires. Ne soyez pas timides. Et si nécessaire, nous enverrons des invitations à Cheryl, peut-être, et à d'autres personnes. Vous savez comme ça marche. Merci.

Merci à tous.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**